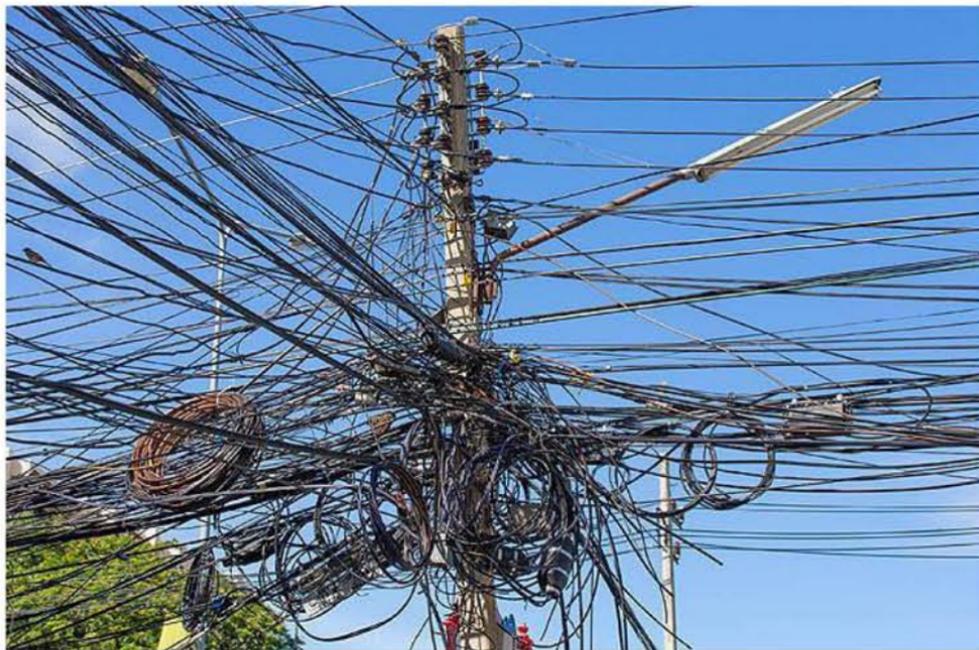


EDL : ...et la panne fut totale !



Vingt-quatre ans après la fin de la guerre civile, la situation d'EDL a de quoi interpellier. Photo Bigstockphoto.com

LIBAN

Alors qu'une reprise du dialogue entre les journaliers et la direction d'EDL peine encore à voir le jour, une panne de courant de plusieurs heures a frappé hier toutes les régions du Liban. Un black-out qui survient une semaine, jour pour jour, après l'intervention alarmiste du ministre de l'Énergie et de l'Eau qui attise la colère des grévistes.

Philippe HAGE BOUTROS | OLJ

16/09/2014

Les Libanais n'auront pas attendu longtemps pour voir l'hypothèse émise la semaine dernière par le ministre de l'Énergie et de l'Eau, Arthur Nazarian, se vérifier. « **Le pays risque d'être plongé dans l'obscurité totale** », avait-il ainsi prévenu au cours d'une conférence de presse organisée lundi dernier sur la question de la crise sociale que traverse Électricité du Liban.

Ironie du sort ou marque du destin, hier, tout le pays s'est effectivement retrouvé sans courant, suite à une panne dont l'origine a été révélée en milieu d'après-midi par un communiqué d'EDL. Celle-ci aurait ainsi été provoquée par un « choc sur les lignes haute tension Bauchrieh-Jamhour », survenu vers 9h20 et qui « aurait conduit à l'isolement de plusieurs unités de production ».

En milieu d'après-midi, la direction du fournisseur d'électricité assurait avoir pris toutes les mesures nécessaires pour « amorcer un retour progressif à la normale dans les prochaines heures », sans plus de précisions. Le communiqué annonçait par ailleurs le raccordement effectif des centrales de Deir Ammar et de Zahrani, ainsi que des deux barges turques de la Karadeniz Holding au large des côtes libanaises. Contacté par L'Orient-Le Jour, un employé d'EDL confirmait ces informations, sans pouvoir toutefois se prononcer avec exactitude sur le délai nécessaire pour mener à bien l'ensemble des réparations restantes.

Cette panne générale ne semble avoir a priori aucun rapport avec la crise sociale que traverse l'établissement public depuis plus d'un mois. Ceci étant dit, la direction d'EDL a tout de même laissé échapper qu'il était « difficile pour ses services de livrer un diagnostic complet dans les conditions actuelles », faisant ensuite référence au blocage du siège du fournisseur d'électricité par les journaliers. Plus tôt dans la journée, un autre communiqué avait une nouvelle fois cristallisé la position de l'institution par rapport à ce conflit, reprochant aux grévistes de « ne pas respecter le cadre légal pour faire valoir leurs revendications ». La direction d'EDL réaffirmait enfin sa volonté d'appliquer strictement la loi n° 287 du 30 avril 2014, insistant à nouveau sur la primauté de la notion de « besoins de l'établissement » pour déterminer le nombre de candidats au concours d'entrée au cadre de l'institution.

(Lire aussi : Coupures d'eau et d'électricité : « Ce n'est plus un problème, c'est un désastre »)

La réaction des journaliers ne s'est pas fait attendre : au cours d'une conférence de presse organisée dans l'après-midi, le président de leur comité, Loubnane Makhoul, a directement accusé EDL d'essayer de manipuler l'opinion contre les acteurs du mouvement. « Aucun dysfonctionnement ne peut provoquer une coupure de courant sur l'ensemble du territoire », a-t-il ainsi avancé, après avoir répété que l'opération de blocage du siège de l'établissement « servait à dissimuler les défaillances fonctionnelles du fournisseur d'électricité ». Un avis que partage sans équivoque Bilal Bajjouk, un autre représentant des journaliers contacté par L'Orient-Le Jour. Ce dernier se dit d'ailleurs surpris de « l'attitude étrange des interlocuteurs des grévistes, qui feignent un jour de chercher à résoudre la crise par le dialogue, avant de reprendre une posture intransigeante le lendemain ». Pour M. Bajjouk, la question des « besoins d'EDL, qui justifient de laisser un peu moins de la moitié des journaliers sur le carreau, est surtout une manœuvre pour contourner la loi ». « Si quelqu'un pense que nous n'avons pas de droits, qu'il se lève et le dise tout haut », conclut-il. M. Makhoul a quant à lui confirmé que la mobilisation des grévistes allait se poursuivre, sans donner plus de détails sur ce point précis.

Loin de tout ce tumulte, le ministre de tutelle de l'office autonome a par ailleurs confié à L'Orient-Le Jour « ne pas avoir encore pris connaissance de toutes les informations concernant cette panne », prétextant un « agenda du jour chargé ». La direction d'EDL était, quant à elle, injoignable en milieu d'après-midi.

Rappelons, à toute fin utile, que si l'intensification du conflit social qui oppose EDL à ses journaliers rythme la vie des Libanais depuis le mois d'août, les pannes de courant et le rationnement font partie de leur quotidien depuis la fin de la guerre civile. Vingt-quatre longues années pendant lesquelles un accessoire essentiel de l'exercice de la pleine souveraineté de l'État sert de paravent à une multitude de compromis et d'intrigues, dont la simple évocation suffit désormais à donner la nausée à de nombreux citoyens.